

Le but contradictoire du congrès de Québec solidaire

« Changer tout sans briser rien » (Amir Khadir)

par Marc Bonhomme

L'alliance tactique des antilibéraux/anticapitalistes et des électoralistes des centres-villes contre le « *pacte tactique* » avec le PQ ou avec les Verts (voir « [Victoire antilibérale contre une direction sociale-libérale](#) » sur mon site web) s'est immédiatement brisée pour la suite des choses. Suite au débat programmatique où la « *gauche radicale* », dicit Le Devoir (« [Québec solidaire veut marginaliser sa "gauche radicale"](#) », 28/03/11), c'est-à-dire les anticapitalistes appuyés d'une partie des antilibéraux, a livré une bataille perdue pour l'essentiel, la direction sociale-libérale, sans même un débat d'urgence, a conclu leur marginalisation par un appel à voter « *progressiste* » contre les Conservateurs (« [Élections fédérales au Québec : c'est non aux Conservateurs](#) », 29/03/11, site Internet de Québec solidaire). Heureusement que n'existe plus le Parti progressiste-conservateur ! Le problème de fond n'est cependant pas la consigne de vote car par son moralisme réactionnaire et par son reniement de plus en plus systématique des normes de la démocratie formelle, le Parti conservateur n'est plus un parti comme les autres partis néolibéraux ou social-libéral.

L'inacceptable pour un parti de gauche est qu'aucun appel à la mobilisation n'a été fait rappelant celles des femmes et des artistes lors de la campagne électorale de 2008. Un tel appel aurait été d'autant plus plausible que les structures de mobilisation sont déjà en place (Alliance sociale et Coalition anti-tarification et anti-privatisation), que des mobilisations étudiantes sont en cours visant une grève l'hiver prochain, du moins de la part de l'ASSÉ, et qu'il ne faut pas un grand effort d'imagination pour étendre la cible du budget Libéral au budget et aux (non)-engagements électoraux des Conservateurs et à leur conservatisme social. Mieux, cela aurait pu servir à relancer la mobilisation syndicale et populaire après le succès de la mobilisation du 12 mars (Voir « [Mes albums de photos](#) ») mais sans insertion dans un plan d'escalade jusqu'à la grève politique, dont le droit venait pourtant d'être voté par le congrès. Le programme voté sur les enjeux économiques, écologiques et du travail est de la même eau électoraliste sans prise en considération du parti de la rue.

TABLE DES MATIÈRES	
Vive la PME et l'économie sociale !	page 2
À quand le plan de la révolution écologique ?	page 3
Où mène l'alliance des marxistes révolutionnaires et des sociaux-libéraux	page 4
Le système des filtres qui change le vin en eau	page 6
Une campagne clin d'œil au PQ découplée des luttes sociales	page 7
Un antilibéralisme en panne d'une mue anticapitaliste	page 8
Québec solidaire sera-t-il au rendez-vous de la montée de la lutte sociale ?	page 10

15 avril 2011

Vive la PME et l'économie sociale !

D'entrée de jeu, la majorité électorale a réussi à faire voter le principe de « *l'économie diversifiée* » qu'Option citoyenne avait tenté de faire avaler à l'UFP lors de la fusion de 2006 mais que le congrès pré-fusion de cette dernière avait rejeté. PQ et Libéraux pourraient tout autant invoquer ce concept. Sous des allures de description sociologique, Québec solidaire reconnaît « *une économie sociale à promouvoir* », cette création néolibérale qui ramasse les éclopées des coupures et privatisations des services publics, de même que ceux et celles des fermetures et mises à pied, pris en charge par des bas salariées. Sous prétexte de reconnaître le travail des femmes, on consacre leur exploitation. Voulant reconnaître « *l'économie domestique* », on bénit l'esclavage domestique. On se serait plutôt attendu à ce que le programme veuille intégrer l'économie sociale au sein d'un secteur public démocratisé dans le sens de la lutte des travailleuses des CPE. On aurait voulu voir une volonté de socialiser le travail domestique, dans le cadre d'une critique de cette institution patriarcale qu'est la famille, encore une fois dans le sens de la généralisation gratuite des garderies mais aussi, par exemple, de la socialisation des repas dans les institutions scolaires. Pour le programme féministe sur lequel la présidente-porte-parole (PPP) insiste tant, on repassera.

Cerise sur le gâteau, on souhaite « *une certaine place au secteur privé — à baliser — particulièrement les PME.* » Touchant l'exemple du couple ami de la PPP lequel couple a un sympathique petit café ou quelque chose du genre. Grattons un peu et apparaît l'employée à temps partiel, le plus souvent une femme, payée au salaire minimum. Approfondissons et on découvre l'univers des sous-traitants et des franchisés qui se livrent à une compétition féroce sur le dos de leurs employés. Les amoureux de la PME ont-ils seulement réalisé que même les gens travaillant pour leur propre compte, sans employés, sont souvent de faux salariés au service d'une seule entreprise qui se débarrasse ainsi des protections de la convention collective et de la législation du travail ? Savent-ils qu'une bonne partie des autres ont été contraints à créer leur propre emploi faute de s'en trouver un avec des conditions décentes ?

Toutefois, nous dira-t-on, quand on nationalisera — au prix du marché car pour l'instant le congrès a refusé de tenir compte des « *impôts non payés, des surprofits monopolistes, des ressources pillées et des pollutions* » — ce ne sera pas ces monstres bureaucratiques centralisés mais des entreprises démocratiques et décentralisées et même à organisation autogérée. On nationalisera quoi au juste ? « *[A]u besoin* », les entreprises des industries énergétiques, forestières et minières. En d'autres mots, ce sera à la discrétion de la direction sociale-libérale entichée d'économie sociale et de PME, et qui a tendance à confondre démocratisation et décentralisation. Le congrès n'a même pas réaffirmé la nécessité de la nationalisation des entreprises du secteur éolien ce qui pourtant le différencie du PQ. On a bien voté un « *contrôle public* » mais que signifie ce terme autre que la réglementation supplémentaire votée pour les secteurs des mines et de la forêt ? Quant au secteur financier, l'affaire fut jugée tellement sans importance, ou est-ce trop embêtante, qu'in extremis elle fut reportée au congrès de décembre... prenant de court la direction qui veut la reporter à la toute fin du processus programmatique sans fin.

Il ne s'agit pourtant pas de tout nationaliser mais de nationaliser/socialiser le secteur financier, cerveau de l'économie et arnaqueur de la dernière crise, celui des infrastructures, et non des moyens de production, de l'énergie, des communications — allo surprofits monopolistes — et des transports, cœur et réseau sanguin de l'économie, et celui joyeusement pillé des ressources naturelles, muscles de l'économie. Pour le reste, en particulier le secteur manufacturier, de dire l'adage populaire : *Qui trop embrasse mal étreint*. Le peuple travailleur doit faire l'apprentissage de la direction démocratique des entreprises sous la contrainte d'une gestion efficace qui cependant n'a rien à voir avec la maximisation des profits. En un mot, il y a nécessité de passer par une phase de contrôle ouvrier et populaire. Il faut aussi prendre pleinement en compte

la globalisation de l'économie, particulièrement du développement technologique, des marchés et de la division internationale du travail lesquels certes ne sont pas socialement neutres — au contraire ils servent à casser les syndicats et l'État providence — mais dont la réponse de gauche n'est pas le repli autarcique ou protectionniste. Il y a donc un rapport de forces à établir vis-à-vis les transnationales, en tenant compte du développement mondial de la lutte sociale.

À quand le plan de la révolution écologique ?

Sans trop d'hésitation, le congrès a voté les fourchettes supérieures du rapport 2007 du GIEC... quatre ans plus tard. Un parti qui se targue d'écologisme pouvait-il se mettre la tête dans le sable plus longtemps ? Pour atteindre ses objectifs de réduction de 50% des gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 — en rupture avec les 25% du PQ et 20% des Libéraux — par rapport à 1990 et de 95% d'ici 2050 avec disparition de l'usage des énergies fossiles d'ici 2030, le congrès a renoncé très majoritairement aux moyens du capitalisme vert (bourses et taxe du carbone, agrocarburants, stockage du carbone, géo-ingénierie, nucléaire) qui n'ont comme objet que d'ouvrir de nouveaux marchés, virtuels et réels, à l'accumulation du capital sur le dos des peuples. Même si ce choix démarque nettement Québec solidaire des PQ/PLQ/ADQ, il s'agit là d'une sagesse bien tardive. Ces moyens ont en effet beaucoup perdu de leur lustre.

La bourse du carbone européenne est un échec pour la réduction des GES mais une source d'enrichissement pour les plus grands pollueurs. La taxe sur le carbone suédoise n'a guère produit plus de résultats marqués sans compter qu'elle s'est substituée à l'impôt sur le revenu et sur les profits. Le rôle des agrocarburants dans l'augmentation des prix de la nourriture, de nouveau à la hausse, est maintenant généralement reconnu. Le dit « charbon propre » s'avère finalement une coûteuse et dangereuse chimère. Les projets fantasmagoriques et multimilliardaires de la géo-ingénierie ressemblent de plus en plus à des châteaux de carte. Quant au nucléaire, inutile de préciser : l'humanité joue en ce moment à la roulette russe... ou est-ce japonaise.

A-t-on compris la portée pratique de ces nécessaires abstractions chiffrées ? La proposition du comité Turcot de la région de Montréal, distribuée pour fin d'information, donnait une idée des politiques concrètes à mettre en œuvre :

« Rappelons que le transport est la plus importante source d'émission de gaz à effet de serre (GES) du Québec (37,8%) et reste la seule source importante de GES en croissance. [...] Nous croyons que pour faire face aux enjeux environnementaux, économiques, sociaux et sanitaires du 21^{ème} siècle, une révolution du transport s'impose. [...] il faut viser la gratuité des transports en commun dans la grande région métropolitaine en abaissant les tarifs par palier sur une période de dix ans. [...] Les sources de cette énergie ne doivent pas venir de nouveaux barrages. L'augmentation de la demande en électricité doit être comblée par les énergies vertes et l'efficacité énergétique. On peut notamment récupérer au moins la moitié de l'électricité servant au chauffage et à la climatisation des bâtiments. Ce vaste programme de rénovation écologique très créateur d'emplois contribuera à l'atteinte écologique de l'indépendance énergétique du Québec. »

Le manque de sérieux politique du parti, ou est-ce la volonté de la direction de se réserver une grande marge de latitude, avait conduit à mettre de côté la question de la politique de transport pourtant centrale au Québec pour la lutte contre les GES. Les congressistes ont bien réussi à la ramener dans le programme mais au prix de se contenter d'affirmer une ligne générale en sacrifiant des débats clefs. Le transport public n'est-il pas un service public au même titre que la santé et l'éducation d'où la revendication d'arriver à la gratuité avant les Calendes grecques et à son financement uniquement par l'impôt sur le revenu et sur les profits et sur la consommation luxueuse et énergivore ? L'engouement pour l'automobile privée électrique n'est-il pas le visage renouvelé du capitalisme vert qui annonce des lendemains qui déchantent ?

L'auto électrique reste une fausse solution. Comme sa cousine à pétrole, elle est une mangeuse de terres agricoles, une source de congestion urbaine, une hécatombe d'accidentés, une gaspilleuse consommatrice d'énergie tout comme son complément le bungalow, une pustuleuse pollution de batteries à fabriquer et à jeter, une plaie budgétaire comme deuxième loyer, une compétitrice du transport collectif et un mauvais substitut de l'auto à pétrole qui restera plus performante et moins chère pendant un bon bout de temps, finalement un mirage technologique du capitalisme vert perpétuant ad nauseam l'accumulation du capital par la consommation de masse. Pour ajouter l'insulte à l'injure, le Québec ne produit à ce jour ni automobiles ou camions légers mais, par contre, il fabrique un grand nombre de moyens de transport collectif sans compter qu'il est doté d'un bon potentiel éolien éloigné des zones habitées.

Ces débats sont d'autant plus nécessaires que plusieurs écologistes et progressistes considèrent l'hydroélectricité comme une énergie propre. Après avoir reconnu, dans la plate-forme électorale de 2008, l'hydroélectricité comme une énergie verte ([paragraphe 1.1.2.b](#) de la plate-forme 2008), sans tambour ni trompettes, la direction du parti fit volte-face ([Réplique d'Amir Khadir au discours inaugural du premier ministre](#), 12/03/09) sous la pression populaire que ce soit celle de Fondation Rivières ([Québec solidaire appuie la campagne avecenergie.org](#), 1/09/09), des Innus ([Projet de Petit-Mecanita : Québec solidaire demande une consultation et plus de transparence](#), 31/03/11) ou des Amis de la Jacques-Cartier ([Amir Khadir dépose une pétition contre le projet de mini-centrale sur la rivière Jacques-Cartier](#), 24/10/10). C'est d'ailleurs cette même pression populaire qui a conduit le congrès à exiger de « [m]ettre fin à toute recherche et mise en exploitation d'énergie fossile telle que le pétrole dans le golfe du St-Laurent, les gaz de schiste et les ports méthaniers », une revendication cruciale qui démarque Québec solidaire du PQ et, bien sûr, des Libéraux et de l'ADQ.

Malheureusement, le congrès a renoncé à l'interdiction de tout nouveau développement hydroélectrique pour plutôt réclamer de le « limiter au maximum ». Pourtant, le développement hydraulique dévaste les écosystèmes aquatiques, à grande ou à petite échelle, par le bouleversement du régime de l'écoulement des eaux et par le marnage des réservoirs avec toutes ses conséquences sur la faune et sur la flore. Il faut croire que les opposants au développement hydroélectrique ne poussent pas assez fort. Ou est-ce parce que les protestations autochtones pèsent moins lourd que celles des blancs ? Encore plus problématiquement, le congrès a introduit dans le programme l'idée qu'il était possible d'évaluer les « biens et services écologiques rendus par les habitats naturels [...] en termes monétaires », alors qu'ils ne peuvent être l'objet seulement d'une évaluation qualitative donc politique, ce qui réintroduit par la porte arrière les marchés du capitalisme vert.

Où mène l'alliance des marxistes révolutionnaires et des sociaux-libéraux

Dans le domaine du travail, le congrès a voté l'interdiction des lock-out, en réaction aux tactiques virulemment anti-syndicales de Quebecor contre les employés du Journal de Montréal. Encore une fois, le parti est très sensible aux demandes de sa base populaire quand elles se manifestent clairement et fortement, ce qui le distingue des trois partis néolibéraux et même du NPD fédéral. Conscient sans doute de la faiblesse du rapport de forces syndical exprimée tant par la défaite au Journal de Montréal que par la défaite majeure du secteur public de l'été dernier, peut-être aussi par celle relativement médiatisée des employés du secteur public du Wisconsin malgré une mobilisation sans précédent, le congrès a voté pour le droit à la grève politique et à la grève de solidarité.

Au niveau des grands principes, le congrès a — enfin — proclamé une politique de plein emploi mais sans aucune politique concrète à l'avenant, ce à quoi on se serait attendu dans un programme lequel n'est pas une déclaration de principes. Pire, tel que formulée, cette politique accorde plus d'importance aux PME qu'à l'emploi public. On y fait

référence à un « *salairé digne* ». Toutefois, le congrès a voté un salaire minimum d'environ 10.50 \$ indexé, soit à peine plus que le salaire minimum ontarien actuel, à augmenter de 50% sur un horizon non défini qui tendra vers l'infini s'il n'en tient qu'au social-libéralisme de l'actuelle direction. Allo salaire digne... de la PME et de l'économie sociale.

Les anticapitalistes et antilibéraux sont particulièrement fiers que le congrès ait voulu sans histoire « *[r]éduire immédiatement la semaine normale de travail à 35 heures pour la ramener graduellement à 32 heures avec possibilité alternative de prolonger les vacances. Le tout sans perte de rémunération, avec embauche proportionnelle et sans intensification du travail, et avec durcissement des conditions de recours aux heures supplémentaires dans toutes les entreprises.* » À noter la chausse-trape du suave « *avec possibilité alternative de prolonger les vacances* ». Comme la semaine de travail dite normale est de facto de 37.5 heures, la demande effective, dans le cadre des rapports de force réellement existants, est de faire passer les vacances de l'actuel deux semaines légales à 5 à 6 semaines, ce dont jouissent déjà une grande proportion des travailleurs syndiqués à une ou deux semaines près. Ce n'est pas rien mais il n'y a pas de quoi se jeter par terre.

On voit poindre à l'horizon les 35 heures du social-libéral ex-gouvernement socialiste français immédiatement annulé par toutes sortes de mesures de contournement. Toutefois, s'il n'y a pas de débat audible sur la semaine de travail, il y en a un récurrent sur les fermetures d'usine et sur les congédiements massifs. Les derniers en date qui ont retenu l'attention sont ceux de la raffinerie Shell et de l'usine d'électroménagers Electrolux, deux transnationales très rentables. En Beauce, l'entreprise de vêtements RGR, rendue non rentable par la concurrence asiatique, va fermer cet été ces trois dernières usines. La direction de Québec solidaire ne voulait rien savoir d'une politique « Non au congédiement » à la mode du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) français laquelle n'aurait pas plu aux PME et aux gestionnaires de l'économie sociale tout en menaçant sa crédibilité médiatique et le statut de vedettes de ses porte-parole.

Toutefois, la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve avait proposé à l'unanimité une telle politique. Elle couvrirait tant le cas des entreprises rentables, qui devaient garantir le droit au travail de leurs employés, que celles non rentables pour lesquelles les employés congédiés devaient être pris en charge par l'ensemble du patronat :

« Il faut obliger les employeur-es à se doter d'un plan pour reclasser les employé-es licencié-es dans un emploi similaire ou équivalent; à fournir la formation requise pour requalifier les employé-es licencié-es qui n'ont pas pu se trouver un tel emploi. Pour les entreprises rentables cette responsabilité revient à l'employeur direct, pour celles non rentables ou en banqueroute à un collectif d'employeurs, soit ceux du secteur ou l'ensemble des employeurs. Les compensations monétaires ou autres se feront sur une base strictement volontaire. Tout le processus, contrôlé par un comité syndical, sera doté d'une organisation et d'un fonds propre dans le cadre d'une législation spécifique. »

Le comité de synthèse présidé par le cadre dirigeant de Socialisme international (SI) au Québec, selon ses propres règles, aurait dû la retenir comme une option pour la plénière. Il l'a plutôt volontairement refoulé à l'anthologie, obligeant un atelier à la ramener en plénière. Pour s'assurer qu'elle ne passe pas la rampe, le responsable du comité thématique travail, par ailleurs un cadre de l'organisation Gauche socialiste (GS) dont pourtant les répondants français de la Quatrième Internationale font partie du NPA, a mis tout son poids dans la balance pour la discréditer non pas en argumentant sur le fond mais en prétendant qu'elle était déjà implicite dans la déclaration de principes sur le plein emploi, qui ne dit pas un mot sur les fermetures, ou qu'elle aurait dû être un amendement à une autre option alors que les règles de procédure n'admettaient pas d'amendements en plénière.

Ainsi la combinaison de manœuvres bureaucratiques de SI et de lourdes interventions dilatoires de GS ont empêché un débat de fond auprès de 350 personnes, peu importe le résultat du vote, sur l'applicabilité du droit au travail en cas de fermetures et congédiements massifs. Voilà où mène l'alliance des marxistes révolutionnaires avec le social-libéralisme.

Le système des filtres qui change le vin en eau

Pour s'assurer qu'aucune revendication « choquante » n'indispose les monopoles médiatiques, à tâtons la direction de Québec solidaire en est arrivée à mettre au point un système de filtres dont la complexe sophistication étonne. La première étape consiste en un processus programmatique débutant par un cahier de questions fourre-tout, dit « *Cahier de participation* », mais avec interdiction de transmettre aux membres des textes d'analyse car la Commission politique chargée de cette tâche, même si elle est présidée par un membre de la Coordination nationale, est composée d'un bon nombre de militants capables d'élaboration à gauche du social-libéralisme. Suivent des réunions de « *cercles citoyens* », réminiscence des « *groupes d'affinité* » altermondialistes, sans prise de vote — dictature du consensus oblige — avec brefs rapports de synthèse (800 mots maximum) suivi d'un « *Cahier de perspective* » s'inspirant de ces rapports et de contributions individuelles toutes aussi brèves. Ce dernier cahier est l'ultime moyen des collectifs anticapitalistes — certains militants les plus en vue en dirigent les comités thématiques parmi les plus cruciaux de la Commission politique — de projeter leurs points de vue. C'est certainement là un point faible du système de filtre de la direction mais leur capacité d'élaboration politique reste un « mal nécessaire » indispensable à la direction sociale-libérale.

C'est seulement alors que les instances statutaires de base ont le droit de faire des amendements ou des contre-propositions dans la mesure où ils peuvent le faire en moins de deux mois alors que la base péquiste a bénéficié de dix mois pour amender la « proposition principale ». En résulte un cahier de synthèse par un comité présidé par un membre de la Coordination. Le congrès même, à cause d'une surcharge d'autres éléments, et non pas des moindres tel le « *pacte tactique* », réduit à peu de chose le temps d'intervention de chacun, sans compter le filtrage des ateliers. Cette surcharge est elle-même due à la réduction à deux du nombre annuel des assemblées centrales (congrès et conseil national) pour soi-disant laisser le temps aux membres de participer au processus programmatique commencé il y a plus de deux ans et qui s'achèvera dans deux ou trois ans. La course à obstacle ne s'arrête pas en si bon chemin. Suivra un processus de plus en plus centralisé, soit l'élaboration de la plate-forme électorale au printemps 2012, en une seule journée de congrès s'il n'en tient qu'à la direction, puis le choix des slogans électoraux pour les affiches, le contenu des dépliants, celui des communiqués de presse et finalement les interventions médiatiques des porte-parole qui ont de loin les meilleures chances d'être élus.

Pour s'assurer que la plate-forme électorale puisse être débarrassée d'éventuelles scories anticapitalistes qui auraient passé à travers la course à obstacle du processus programmatique, la direction nationale a réussi à faire adopter par le congrès une définition affirmant que « *la période d'application couvre la durée d'un mandat de gouvernement...* » ce qui revient à lui donner une référence de continuité institutionnelle et non pas de rupture systémique propre à guider et à faire aboutir un soulèvement populaire à la mode tunisienne ou égyptienne ou même à la Wisconsin. Pourtant un programme d'un parti de la rue devrait être compris comme un ensemble de propositions politiques et stratégiques suscitant une unitaire mobilisation populaire en vue d'un renversement du capitalisme et de guider les premiers pas d'une société ayant ainsi effectué un « *dépassement du capitalisme* »... à moins de penser que les capitalistes se laisseront graduellement dépouiller sans réagir violemment. La *plate-forme électorale*

n'a pas à avoir de but différent sauf à être une spécification du programme dans une conjoncture électorale donnée enrichie des apports de la lutte sociale du moment.

La direction nationale n'a pas attendu le moment de la plate-forme pour commencer à restreindre la portée du programme. Est complètement absent du communiqué de presse annonçant les résultats du congrès ([6ⁱe congrès de Québec solidaire](#), 27/03/11) toute la question des objectifs de réduction des GES, du rejet des méthodes de marché du capitalisme vert et des méthodes écologiques en matière d'énergie et de transport pour atteindre ces objectifs. En est aussi complètement absent tout le volet lié au travail mais est mis en évidence deux fois plutôt qu'une les « *quatre grandes formes d'organisation économique [...] particulièrement les PME .* » On comprend le pourquoi de ces silences. Toute contrainte écologique et tout renforcement du syndicalisme et du droit au travail sont anathèmes pour les PME et pour les gestionnaires de l'économie sociale. Le choix stratégique de la direction sociale-libérale de Québec solidaire est on ne peut plus clair. Ce choix est conforme à l'affirmation du député de Québec solidaire au chroniqueur scab de Journal de Montréal lors de la populaire émission des Francs-tireurs du 10 mars 2010 : Advenant des « *temps difficiles*, de dire le député, *on ne se gênera pas pour demander aux syndicats et au secteur social de faire des sacrifices* ». D'ajouter le député que quand Québec solidaire se rapprochera du pouvoir, « *nos propositions vont se préciser* », ce qui signifiera « *l'abandon de certaines attentes* ». À bon entendeur, salut !

Une campagne clin d'œil au PQ découplée des luttes sociales

La bourgeoisie se rend parfaitement compte que Québec solidaire pourrait devenir le parti de l'alternance étant donné la dominance centre-gauche de l'opinion publique québécoise, la dangerosité de la base indépendantiste du PQ qui pousse à un référendum hâtif, danger auquel la direction péquiste résiste mal malgré son néolibéralisme et son autonomisme sans fard, et de l'incapacité bourgeoise à susciter un durable parti autonomiste de droite comme l'a démontré l'échec de l'ADQ et fort probablement de son avatar autour de Legault pour se substituer à des Libéraux très impopulaires et pour l'instant incapables de se renouveler. Malgré les apparences, le danger référendaire n'a pas son équivalent chez Québec solidaire étant donné le caractère avant tout social qui a présidé à son rassemblement pluraliste.

L'adhésion du parti au souverainisme fut un long parcours du combattant qui a abouti au super-étapisme de la stratégie électoraliste de l'Assemblée constituante reportant aux Calendes grecques la perspective de l'indépendance et prêtant flanc aux subterfuges de la « *souveraineté populaire* » comme ersatz de l'indépendance nationale. Il s'agit là d'une stratégie électoraliste de trois suffrages séquentiels plus une exercice de consultation (un gouvernement QS suivi de l'élection d'une Assemblée constituante avec processus de consultation suivi d'un référendum). Manifestement la porte-parole intérimaire nationale n'a pas compris l'opposition entre cet électoralisme super-étapiste et l'aboutissement, d'ailleurs ambigu, d'un soulèvement populaire à la bolivienne ou à la tunisienne qui débouche sur une assemblée constituante (« [Khadir propose sa solution contre l'"attentisme" du Parti québécois](#) », Le Devoir, 14/04/11)

La nouvelle campagne de la direction de Québec solidaire est d'ailleurs contradictoire et déconnectée des préoccupations et luttes populaires. On annonce la stratégie de l'assemblée constituante mais on développe uniquement une politique linguistique qui d'ailleurs renonce à l'application de la loi 101 au Cégep même si la priorité donnée à la langue de travail est tout à fait pertinente. (« [Le projet de pays et la promotion du français : les orientations de Québec solidaire](#) », 14/04/11) Il est vrai que laisser la liberté de choix aux seuls anglophones est une aberration. La solution à cette bizarrerie va de soi quand on ose confronter les privilèges historiques de la minorité anglophone québécoise : la francisation complète des réseaux d'éducation (et de santé) ce qui,

paradoxalement, rendrait plus acceptable l'apprentissage intensif de l'anglais et même l'existence inévitable de certains cours et manuels anglais au niveau universitaire.

On annonce « *un projet national et social* » mais qui n'en a que pour la question linguistique faisant complètement fi de la lutte très actuelle du peuple travailleur contre le budget Libéral et contre les énergies fossiles et nucléaire. La mise en évidence de la question linguistique alligne Québec solidaire sur SPQ-libre, l'aile gauche moribonde du PQ, qui en a fait depuis quelque temps son cheval de bataille. Pourquoi cette désertion du terrain social et ce jeu de miroir face au PQ ? Attirer les nationalistes sans contester le nationalisme ? On note d'ailleurs le bleu royal de l'Union nationale du sigle de la campagne. Sont bien oubliées les couleurs du drapeau des Patriotes qui étaient celles de l'UFP.

La proposition de campagne du Comité de coordination de Montréal, que malheureusement l'exécutif montréalais a négligé de soumettre au congrès était beaucoup plus pertinente : « *mandater la Commission thématique sur l'économie de préparer une proposition de budget alternatif pour la fin août, la tenue d'un conseil national cet automne pour adopter un budget alternatif et de faire une campagne en vue du budget 2012-2013.* » Il eut été facile d'y greffer la perspective de l'indépendance pour que le Québec détienne le pouvoir constitutionnel de nationaliser/socialiser les banques et de se doter d'une monnaie québécoise pour être en mesure de faire une réforme fiscale en profondeur sans fuite de capitaux. Pour cela, il est vrai, il eut fallu que le congrès ait le « *courage politique* » de débattre de ces questions au lieu de les pelleter en avant. Comment, en effet, sans une telle réforme et sans contrôler le flux des épargnes et des investissements, avoir les moyens de révolutionner les secteurs de l'énergie et des transports, de prendre le contrôle de nos ressources naturelles et de redistribuer radicalement la richesse ?

Un antilibéralisme en panne d'une mue anticapitaliste

Dans Québec solidaire, il y a une contradiction entre une base majoritairement antilibérale et une direction franchement sociale-libérale qui n'aspire qu'à réformer à la marge le capitalisme et à se tailler une place au soleil dans les institutions. La majorité antilibérale veut certes une radicale redistribution du revenu et une sortie écologique des énergies fossiles mais considère qu'il est impossible, même si elle le souhaite, de remettre en cause pour l'instant la dictature du capital, sauf à le réglementer, étant donné le rapport de forces réellement existant. Croyant ainsi faire preuve de « réalisme », les antilibéraux cherchent à atteindre un but chimérique, celui d'un capitalisme vert, social et moral. Ce faisant, ils se font instrumentaliser par la direction nationale qui a su les encadrer par sa petite bureaucratie naissante mais efficace. Près de 25% de la Coordination nationale sont des permanents du parti et le reste provient exclusivement du milieu de l'éducation et du travail communautaire plus un médecin, un petit entrepreneur et une employée d'une organisation syndicale de capital de risque. Allo diversité sociale, adieu prolétariat.

La bourgeoisie, surtout à travers ses monopoles médiatiques, a parfaitement reconnu le jeu de la direction nationale de Québec solidaire et fait tout en son pouvoir pour la soutenir en contribuant à la fabrication de vedettes du *star system* qu'ainsi elle s'inféode et à qui le parti ne saurait stratégiquement dire non sans crise majeure. Soutenir la direction de Québec solidaire ne veut aucunement dire pour l'instant un appel à voter Québec solidaire même par le média le plus susceptible de le faire. Premièrement, l'aplatissement de la lutte sociale ne le nécessite aucunement malgré le danger référendaire chez le PQ. Deuxièmement, la bourgeoisie n'est pas convaincue de la capacité de la direction de Québec solidaire de contrôler sa « *gauche radicale* » comme l'a souligné à gros traits Le Devoir suite au congrès.

D'ailleurs la revue Actualité a publié à la une un article sur le député de Québec solidaire style « *people* » marginalisant le contenu politique. L'article fait un portrait dévastateur du politicien le plus populaire du Québec : un politicien bavard, tapageur et ambitieux, sujet à des pertes de contrôle, riche médecin habitant une maison cossue en banlieue, dont le père est un entrepreneur (ex)-communiste et dont le frère est un militant terroriste et lui-même ayant fleurté avec tous ces courants dans sa jeunesse. L'allusion islamophobe au détriment du député d'origine iranienne est cousue de fil blanc. Trompé par le style condescendant et apparemment louangeur de cette revue réputée à juste titre de clairement à droite, le parti était fier de la distribuer gratuitement lors du congrès !

La dichotomie base-sommet au sein de Québec solidaire se reflète au niveau organisationnel. Il y a la base qui, selon ses affinités, ses préférences et sa conception du parti, se consacre soit aux tâches de construction (recrutement, financement, élections), organisée par les coordinations locales elles-mêmes poussées par le bureau central, soit peuple les cortèges et fait les campagnes politiques, encouragée par la direction régionale, soit élabore et amende des propositions programmatiques, encadrée par la Commission politique. Au-dessus trône et contrôle une direction restreinte et opaque — même le compte-rendu des décisions du CCN a disparu de l'intranet depuis près de deux ans — qui s'est dotée de ses propres structures, fort complexes selon les statuts (CCN, exécutif, porte-parole, équipe de la permanence/secrétariat général, aile parlementaire) et hors statut (comité électoral, comité des statuts), avec lesquelles les membres à la base, sauf les initiés, n'ont à peu près pas de contact direct. Complètement débordée, la base activiste, pas si nombreuse que ça, ne voit pas comment faire autrement que de laisser la direction politique effective à la direction nationale (stratégie, communiqués de presse, contrôle du site web, discours, prises de position), se réjouissant même de la faible fréquence des réunions des instances nationales (congrès accaparé par le programme et surtout rares conseils nationaux).

En un mot, le parti se transforme en machine électorale organisationnellement efficace et politiquement pragmatique. L'antidote serait un tournant vers un parti de la rue qu'une série de défaites syndicales et populaires ne favorise pas mais ce qui n'efface pas la résistance à la contre-offensive néolibérale — la participation à la manifestation du 12 mars et le mouvement contre l'exploration gazière et pétrolière le démontrent — encouragée par les soulèvements du monde arabe et du Wisconsin qui, cependant, n'ont pas encore abouti s'ils y arrivent. Il y a un espace pour développer l'amorce d'un parti de la rue, ce que démontre la mise sur pied récente (et fragile) du comité de mobilisation de la région de Montréal qui s'est doté d'un comité de travail Turcot, en fait sur le transport public. Il y a là le développement très embryonnaire d'une structure sectorielle propre à un parti de la rue qui puisse agir à la fois comme structure pensante, pour développer programme, plate-forme et prises de position, et agissante, pour intervenir dans le mouvement social et organiser des activités autonomes. Il serait possible que les comités thématiques se transforment dans le même sens d'autant plus que statutairement la Commission politique relève du Conseil national après la volte-face imposée par la base au congrès de fondation en février 2006.

Pour être menée à bien, cette transformation aurait besoin de l'apport des collectifs anticapitalistes. Malheureusement, aucun ne critique ouvertement et publiquement les politiques et pratiques sociales-libérales et électoralistes de la direction du parti tout en faisant un travail systématique dans les instances de base du parti. Certains se contentent de faire de la propagande déconnectée des enjeux et de la vie du parti au point d'organiser avec des groupes nationalistes une manifestation contre le réactionnaire et médiatisé club politique Réseau liberté Québec avec un tract dénonçant uniquement les Libéraux pendant qu'à proximité le PQ tient son important congrès programmatique sans que ces groupes ne le dérangent.

Certains de ces collectifs ont fait explicitement ou tacitement une alliance avec la direction nationale soit au nom de l'unité anti-PQ ou de l'étapisme de la progression de la

conscience politique. Ainsi, contribuent-ils à la dictature du consensus en se contentant soit d'être des zéloteurs organisationnels et/ou des éminences grises tentant d'infléchir la direction à gauche par des jeux de coulisse dans le labyrinthe organisationnel de la direction nationale, aboutissant à l'électorisme super-étapiste de la stratégie de l'Assemblée constituante et à un fantomatique comité syndical. La palme revient sans doute à Gauche socialiste pour sa capacité d'agir sur tous les terrains à la fois. La tactique de masquer l'opportunisme politique par un gauchisme idéologique est malheureusement bien connue.

Québec solidaire sera-t-il au rendez-vous de la montée de la lutte sociale ?

Le « *changer tout sans briser rien* » de la conclusion du discours de fin de congrès du député de Québec solidaire dit toute l'insoluble contradiction de Québec solidaire tant qu'il ne sort pas du cul-de-sac antilibéral cum politiques sociales-libérales réellement existantes et pratique électoraliste. Pour « *dépasser le capitalisme* », il faut pourtant briser la domination sociale de la propriété privée des moyens de production, briser l'État capitaliste avec ses moyens de répression et sa bureaucratie, briser l'hégémonie idéologique et politique de la bourgeoisie y compris le mythe de la PME. Comment ne pas voir la similitude avec la fameuse maxime « *Tout changer pour que rien ne change* » de cet aristocrate du Mezzogiorno, lors de la conquête du Sud italien par Garibaldi, tiré du roman *Le Guépard* dont Visconti a tiré un film célèbre ? Québec solidaire, ou plutôt sa base majoritairement antilibérale, sera-t-il au rendez-vous de l'histoire quand le Québec reviendra aux grandes mobilisations de sa période glorieuse 1966-1976 ou tentera-t-il d'en devenir le grand fossoyeur électoraliste comme le fut alors le PQ ? *That is the question.*

Marc Bonhomme, 14 avril 2011

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com